

Déclaration liminaire au Comité Technique Local
du 11/10/2018

Monsieur le Président,

Nous avons appris en début de semaine, une nouvelle fois par les médias, la décision de notre ministre de ne finalement pas fermer les trésoreries de Le Chatelard, Beaufort et Lanslebourg. Si cette annonce est confirmée, au-delà de la satisfaction de pouvoir maintenir le maillage territorial DGFIP, cela laisse place à beaucoup d'interrogations.

La 1ère c'est la place et l'importance accordées au dialogue social au sein de notre ministère et des différentes Directions qui le composent. En effet, malgré un vote unanimement contre des organisations syndicales, la Direction locale a confirmé la volonté de devoir fermer 5 trésoreries en Savoie. Nous reviendrons par la suite sur les motifs. Cette décision récente, à ce jour, de ne pas valider la fermeture de 3 d'entre elles, nous permet de douter sur l'ensemble des projets présentés par notre Direction. Réel camouflet ou simplement jeu politique ? Déjà en juillet 2018, le discours de notre ministre de tutelle pouvait laisser entrevoir une ASR 2019 corrigée. Loin d'être utopique sur les fruits d'un combat syndical bien terne sur le sujet, Solidaires Finances Publiques s'interroge sur cette manœuvre politique, sur son objectif réel et ses conséquences. Monsieur le président, vous avez peut-être la réponse ou devons-nous prendre un abonnement presse pour y voir plus clair ?

Les élus de Solidaires Finances Publiques s'inquiètent dès lors des conséquences de cette décision tant pour les personnels que pour l'organisation de ses services sauvés in extremis. Pour les personnels, le sort était déjà jeté, et chacun s'était plus ou moins organisé afin de subir la fermeture de leur service. Comment dès lors repeupler ces services si ce n'est en proposant de nouveau un mouvement local, l'avis des CAPL ayant été rendus et confirmés par le Directeur ? Cette décision politique emporte dès lors des questions administratives de haute importance pour lesquelles Solidaires Finances Publiques exige des réponses claires et rapides.

L'exemple de la trésorerie du Châtelard est des plus symptomatiques ! Plus d'agents, plus de locaux...

Les agents comme les usagers pourraient-ils se prévaloir d'un préjudice moral ?

Par ailleurs, le désaveu de la Direction locale, qui pourrait nous réjouir, nous interroge sur l'ensemble des anciennes et prochaines restructurations. La motivation était et sera simple à comprendre : nous supprimons des emplois, il faut donc revoir notre organisation et nos missions. Le ministre, n'ayant à notre connaissance pas mis fin à la perpétuelle suppression des emplois à la DGFIP, comment la Direction pourra motiver les prochaines restructurations ? La situation de l'emploi ne laisse guère de perspectives optimistes pour le maintien d'un réseau fiscal et comptable digne de sa réputation.

Il ne faut pas, à notre sens, et contrairement au choix d'autres OS, se jeter sur l'opportunité des Maisons de Service Au Public qui mettent en péril nos emplois et la maîtrise de nos missions.

Solidaires Finances Publiques réaffirme son opposition à ces MSAP, et sera attentif à ce que les trésoreries sauvées reprennent leur place de façon pérenne dans le réseau comptable sous réserve du respect des conditions de vie au travail des personnels.

Pour Solidaires Finances Publiques, il faut impérativement se saisir de cette nouvelle orientation provisoire ministérielle pour ouvrir sur le plan local un véritable dialogue social sur le développement du télétravail et du travail à distance (appelé également déporté). De nombreux agents sont en attente de décisions concrètes sur ces 2 points. Solidaires Finances Publiques vous demande donc d'organiser des groupes de travail locaux afin de définir de véritables orientations. Dans le même sens, nous exigeons une plus grande transparence sur l'attribution du télétravail. Pour nous, la crédibilité de la Direction locale sur le télétravail n'est pas la hauteur de l'enjeu.

Pour revenir à l'ordre du jour de ce Comité Technique Local, vous présentez une nouvelle fois un rapport d'activité lisse, trop lisse, par rapport à ce que vivent vos agents toute l'année. Solidaires Finances Publiques le dénonce une nouvelle fois. Nous nous interrogeons notamment sur la pertinence de cet exercice annuel puisque visiblement tout va bien !

Enfin, Solidaires Finances Publiques renouvelle sa demande quant à une réflexion plus générale sur les horaires d'ouverture.